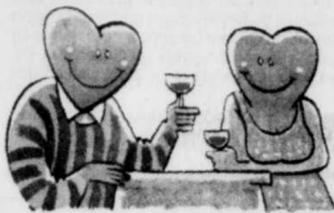


TENDANCES



**Chers célibataires, la séduction, ça s'apprend!**

Après les agences de rencontres, les petites annonces, l'émission Coup de foudre et autres, voilà que les célibataires peuvent maintenant compter sur un cours de stratégies amoureuses pour les aider dans leurs conquêtes. Ce cours se donne depuis quelques mois à Montréal et suscite beaucoup d'intérêt.

LA RÉGION

**Une centenaire tout ce qu'il y a de plus vivante**



Toute rose d'émotion, de sa petite voix basse mais bien franche, Mme Olive Bibeau Boyd semblait ravie de causer avec les journalistes hier. Ce n'est quand même pas

qu'on a 100 ans... En fait, le chemin de la 101<sup>e</sup> année est déjà amorcé depuis jeudi. Mais hier, c'était la vraie fête, puisque 150 parents et amis sont venus rendre hommage à cette dame tout ce qu'il y a de plus vivante. **A-3**

LE QUÉBEC

**Femme blanche attaquée par trois Noirs à Montréal**

Une femme blanche de 21 ans a été battue et poignardée par trois individus de race noire qui l'ont prise pour une agente de police, hier, à Montréal. **A-5**

LE SPORT

**Demi-marathon de Loretteville: Jean Lagarde bat le record**

Le Montréalais Jean Lagarde a abaissé la marque de Philippe Laheurte de 28 secondes hier après-midi, pour remporter le demi-marathon Phil Latulippe, rebaptisé demi-marathon de Loretteville. Cindy New (notre photo) fut la première femme à croiser le fil d'arrivée. **S-10**



L'INDEX

GÉNÉRAL

Annonces classées	B-7 à B-9
Arts	B-4 et B-5
Bandes dessinées	B-12
Décès	B-10
Économie	A-7 et A-8
En coulisses	A-5
Éditorial	A-6
Horoscope de la semaine	B-9
Le Monde	B-11
Le Rock	B-4
Où aller à Québec	B-5
Tendances	B-1 et B-2

TABLOÏD

Ce soir à la télé	S-16
Échecs	S-15
Jeux du dimanche	S-15
Météo	S-16
Mots croisés	S-14
Mot mystère	S-15
Scrabble	S-14
Sport	S-1 à S-14

LA MÉTEO

Ensoleillé avec passages nuageux plus fréquents en après-midi alors qu'il y aura des vents modérés par moments. Max.: près de 23 à 25; min.: près de 13. Demain: ensoleillé avec passages nuageux. **S-16**

*Une fresque naît sur l'îlot « Fleurie »*

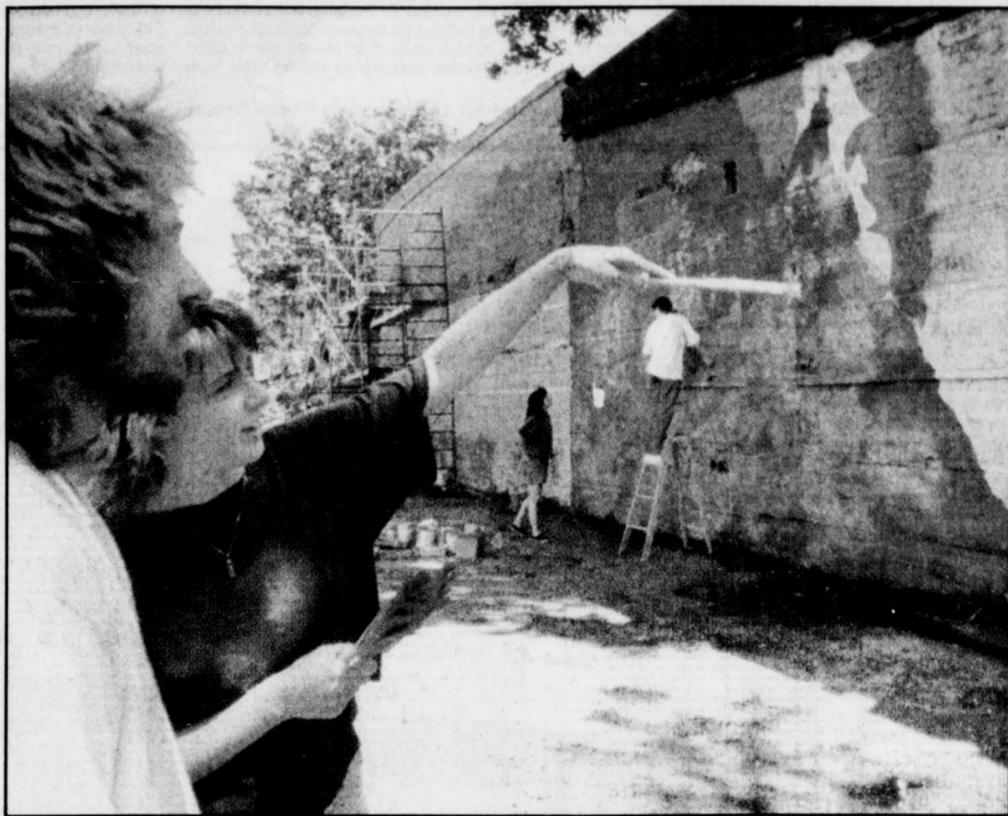


Illustration vivante de la prise en main d'un quartier par ses résidents, véritable phénomène sociologique, le symbolique îlot « Fleurie » continue à afficher ses couleurs. Depuis vendredi après-midi, le mur qui donne sur la désolante « grande place » se pare graduellement de flamboyants dessins, fruit de l'inspiration de 6 artistes de Québec, dont Christian Basquin et Marie-France Dion (en premier plan), ainsi que Thérèse Vachon. La semaine qui vient promet d'être aussi occupée que les derniers jours: pose de tourbe, plantation de dizaines d'arbres, déjeuner en plein air, etc.

## Après une journée de violence et de bombardements Cessez-le-feu en Croatie

BELGRADE (d'après AFP) — Après une autre journée de violence, marquée des bombardements de l'aviation yougoslave, la Croatie a accepté, tard hier soir, le cessez-le-feu immédiat sur son territoire proposé la veille par la présidence fédérale en même temps que le retour dans ses casernes de l'armée fédérale.

« Compte tenu de l'escalade des conflits et des nombreuses victimes que la guerre imposée à la Croatie fait des deux côtés », la république de Croatie « estime devoir accepter » les conclusions de la présidence de Yougoslavie et de la Communauté européenne sur un cessez-le-feu et la réunion de conditions indispensables à une solution politique, a indiqué un communiqué publié à l'issue d'une réunion du Conseil d'État de Croatie, présidée par le président croate Franjo Tudjman.

La Croatie, selon ce communiqué, « ne peut endosser la responsabilité de l'échec de la mis-

sion de médiation de la CEE en Yougoslavie » et « tient à souligner » sa conviction qu'un armistice ne peut être assuré que moyennant un contrôle impartial de son application par une mission d'observateurs de la Communauté européenne.

**Bombardements**

Plus tôt dans la journée, des avions yougoslaves ont bombardé durant près d'une heure, en fin de matinée, des objectifs situés dans les environs d'Ilok, en Croatie, à une centaine de kilomètres au nord de Belgrade, a annoncé l'état-major militaire yougoslave.

Selon les militaires de Belgrade, les bombardements re-

présentaient des représailles à la suite de tirs provenant de « forces non identifiées » vers les appareils. Ceux-ci effectuaient des « vols d'exercice » sur la région quand ils ont essayé des tirs provenant de bâtiments d'un complexe agro-alimentaire.

L'état-major a souligné que l'aviation réagirait de la même manière à ce qu'il a appelé toute provocation de ce type dans tout l'espace aérien yougoslave.

**Démenti croate**

La télévision croate, de son côté, a indiqué que les avions avaient lâché quatre bombes dont un engin incendiaire. Elle a démenti qu'il y ait eu provocation. Selon cette source, les habitants d'Ilok n'ont pas d'armes et fuient la ville, située en Slavonie sur le Danube, qui marque la frontière avec la Voïvodine serbe.

L'armée yougoslave, postée sur la rive opposée en territoire serbe, a tiré des obus et divers projectiles sur cette cité, a ajouté la télévision.

La journée d'hier, la plus sanglante depuis trois mois, a provoqué la mort de plus d'une trentaine de Croates selon un bilan provisoire, au cours d'affrontements entre Serbes et Croates dans les zones à population mixte en Croatie.

Cette république indépendante, du nord-ouest de la Yougoslavie, forte de quelque quatre millions de Croates et d'une minorité de 600 000 Serbes, est quasi-quotidiennement, surtout depuis le mois de mars, le théâtre de heurts sanglants qui ont fait à ce jour, selon la presse, plus de 400 morts.

## Les É.-U. négocient pour renverser Hussein

WASHINGTON (d'après NYTNS) — Près d'un an après l'invasion du Koweït par l'Irak, les États-Unis poursuivent d'intenses consultations avec leurs alliés pour s'entendre sur les moyens à employer pour renverser le régime de Saddam Hussein et lui trouver un successeur à Bagdad.

De hauts responsables de la politique irakienne de Washington ont indiqué, dans des entrevues accordées au cours des derniers jours, que les efforts de concertation avec les alliés de la guerre du Golfe étaient entravés à l'occasion par d'importantes difficultés.

Par exemple, cette semaine, au moment où l'heure-limite imposée par les Nations unies à l'Irak pour faire connaître dans ses détails ses programmes nucléaire, chimique et bactériologique arrivait, le Pentagone renseignait ses plus importants alliés sur ses plans de bombardement des installations secrètes irakiennes.

**■ Mission de la dernière chance de l'ONU en Irak**

Page B-11

Mais, au lieu d'un consensus, plusieurs des alliés ont formulé des réserves ou même exprimé leur opposition. Ces résistances devront être éliminées si le président George Bush décide de recourir à la force militaire, ont indiqué ces sources.

Des sources égyptiennes et américaines ont indiqué que le président égyptien Hosni Mubarak avait exprimé de profondes réserves au sujet d'une possible reprise des bombardements de l'Irak.

Des responsables saoudiens ont dit que l'Arabie Saoudite avait informé Washington que d'autres batteries de missiles anti-missile Patriot devraient être déployées pour protéger le territoire saoudien de possibles représailles irakiennes avant que tout raid ne soit lancé à partir du royaume.

La Turquie a exigé d'être consultée avant le départ de toute opération militaire utilisant ses bases. La semaine der-

Suite A-2, Hussein...

**Le gouvernement dément**

## La TPS rapporterait 7 milliards \$ de plus que prévu au fédéral

TORONTO (PC) — Les revenus de 3,5 milliards \$ recueillis durant les six premiers mois de l'imposition de la taxe sur les produits et services (TPS) laissent supposer que le gouvernement fédéral empochera quelque 7 milliards \$ de plus que prévu durant la première année d'existence de cette taxe.

Citant des sources anonymes, le quotidien *Toronto Sun* affirme que le surplus de revenus est tellement important que le gouvernement conservateur a tenu des réunions à de hauts niveaux pour décider comment il expliquera l'affaire aux contribuables, lui qui fait face à une sévère critique au sujet même de cette taxe.

M. Tom Van Dusen, le secrétaire de presse du ministre Don Mazankowski, des Finances, a confirmé qu'il y a un surplus, mais pas le montant avancé par le quotidien.

« Nous n'avons jamais parlé d'un tel surplus », a-t-il déclaré. « Et nous n'avons jamais tenu de réunion pour discuter de ces surplus. »

Selon les projections du gouvernement, la TPS, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier dernier, devait rapporter la somme de 16,4 milliards \$ pour l'exercice 1991-1992.

Le mois dernier, le gouvernement a annoncé que la TPS avait rapporté 2,2 milliards \$ au terme de l'exercice financier clos le 31 mars, soit environ 400 millions \$ de plus que prévu.

M. Van Dusen a révélé que des hauts fonctionnaires du ministère des Finances croient que le surplus provient du fait que des entreprises ont expédié plus tôt que prévu l'argent qu'elles avaient ramassé en taxe. Ce qui, selon le secrétaire de presse, signifierait que le surplus serait éliminé d'ici la fin de l'année.

SPÉCIAL **LE SOLEIL**

### Le tourisme sous la tente et à la française

MATANÉ — Les routes ne sont pas encombrées. Les haltes routières moins achalandées. Les baigneurs ne sont pas cordés sur les plages. Ça se voit à l'oeil nu. Il y a moins de touristes en Gaspésie cet été.

par MONIQUE GIGUÈRE  
LE SOLEIL

Au gros pif, des Gaspésiens vont parler d'une baisse de 25 %. Au petit pif, de 10 à 15 %. Les chiffres, eux, sont plus sobres, moins alarmants. À l'Association touristique de la Gaspésie, à Sainte-Flavie, porte d'entrée de la péninsule, les statistiques compilées entre le 1<sup>er</sup> et le 23 juillet révèlent une baisse des visiteurs de 2 % seulement par rapport à la même période l'an dernier. Mais de 18 % par rapport à 1989 où 18 020 touristes s'étaient arrêtés au kiosque pour prendre de l'information comparativement à 12 308 cette année.

Les plus grands lâcheurs de la Gaspésie en juillet, ce sont nos compatriotes du Ca-

nada anglais : 107 % de moins ! Ils ne sont venus que 600 comparativement à 1239 l'an passé. Baisse aussi du côté de nos partenaires du libre-échange : 9 % de moins. En juin, c'était moins 17 %. Malgré les apparences, les USA ne boycottent pas la Gaspésie. C'est juste que les Américains évitent l'affluence de juillet. Ils préfèrent les débuts et les fins de saison comme le démontre la hausse de 79 % enregistrée à l'ATR Gaspésie en mai.

Les Québécois, quant à eux, ont davantage visité la Gaspésie, en hausse de 38 % en mai par rapport à l'an dernier, de 27 % en juin et de 2 % en juillet. Malgré l'absence de statistiques à cet égard, la perception générale est qu'ils font davantage de camping et logent moins à l'hôtel, comme

l'atteste d'ailleurs Forillon, où le nombre d'emplacements s'est révélé insuffisant à satisfaire la demande. Le camping est à la hausse, tout le monde le dit. Bien que celui de la pointe Tracadigash, à Carleton, l'un des plus gros et des plus réputés, accuse une diminution de 15 % depuis le début de la saison par rapport à 90.

**La grande nouveauté**

Mais la grande nouveauté en Gaspésie, ce sont les Européens, Français en tête, qui, 457 ans après le Malouin, ont décidé de découvrir à leur tour le Canada. Ils ont été en mai 10 % de plus que l'an dernier, 39 % en juin et 15 % en juillet. Ils atterrissent à Montréal, louent une voiture et partent pour la grande aven-

Suite A-2, Tourisme...



Suites de la première page

Tourisme...

ture. Tout voir en trois semaines, des chutes Niagara à la pointe de Gaspé, voilà la mesure de leur ambition.

Rencontrés à Sainte-Flavie vendredi, Christine et Philippe Pacary, de Toulouse, en voyage de noces au Canada, partaient sans itinéraire précis. Leur intention : « faire la province en commençant par la Gaspésie, pour ensuite remonter vers le Lac-Saint-Jean, puis redescendre sur les Grands Lacs et regagner Montréal via les USA ». Rien que ça en trois semaines !

Michel et Jeannine Parisot, de Paris, ont déjà roulé 2500 kilomètres autour du lac Saint-Jean et en Gaspésie depuis leur arrivée. Ils pensent faire entre 4000 et 4500 kilomètres en 17 jours.

Raymonde et Jean Martel-Hébrard, de Montauban, qui voyagent avec un groupe de scouts, viennent de parcourir 2000 kilomètres en quatre jours. Ils ont visité Trois-Rivières et fait le tour du lac Saint-Jean. Leurs compagnons de voyage à Matane, Marcel, Andrée et leur fille de « neuf ans et demi », Frédérique, ont quant à eux poussé une pointe jusqu'aux chutes Niagara. Mais c'est au lac Kénogami, à Jonquières, qu'Andrée est tombée amoureuse du Québec.

« Nous avons une expression. Nous disons que nous avalons les kilomètres », dit Raymonde avec un enthousiasme que les longues heures de voiture semblent avoir laissé intacte. « Nous connaissons pas, explique-t-elle. Nous sommes venus découvrir de nouveaux rivages. C'est beaucoup de route, mais on veut voir le plus possible. » Et maintenant qu'elle a vu, elle est convaincue. « C'est vrai qu'il y a beaucoup de place au Canada. Vous pourriez facilement recevoir trois millions de Français », lance-t-elle à la blague.

Les grands espaces

« Les grands espaces », ce sont comme trois mots magiques dans la bouche des Français. C'était le rêve de la nouvelle mariée Christine Pacary. « Le vert, la montagne, les espaces », c'est aussi le goût de son jeune époux. À leur départ de Toulouse, Christine et Philippe l'avouent sans honte : ils ne savaient rien du Québec, hormis l'immensité. Gaspé, ils connaissaient vaguement. Mais Percé, ils ont entendu le nom prononcé pour la première fois sur l'avion qui les amenait de Toulouse à Montréal.

La réalité, par contre, a forcé les Parisiens Jeannine et Michel à corriger l'image qu'ils s'étaient faite du Québec. « C'est beaucoup moins sauvage que ce à quoi on s'attendait, confessent-ils. Le Lac-Saint-Jean, on voyait ça moins vert, plus nu, un peu perdu. On pensait voir de petites routes même pas goudronnées où on pourrait quand même passer. » La forêt aussi les a surpris. Ils ne pensaient pas les arbres si petits. « C'est de l'arbre à papier, commente Michel. Du bois pour faire de la trituration, du papier particule. »

Mais ce qui a renversé, alors vraiment renversé Michel et Jeannine Parisot, ce sont nos « arrêts ». « Pas de stops, ce sont des arrêts, disent-ils sans chercher à dissimuler leur étonnement amusé. Y'a qu'au Québec qu'on peut trouver ça. Il faut garder. »

Les Français se prêtent sans la moindre hésitation aux interviews. Heureux de répondre aux questions et de livrer leurs impressions. « On sent pas qu'on est en pays étranger, dit Raymonde Martel-Hébrard. On se sent chez soi. »

Hussein...

nière, lors d'une dispute au sujet d'un partage de pouvoirs entre chefs militaires turcs et américains, la Turquie a interdit brièvement que ses aéroports soient utilisés pour le départ de vols de reconnaissance au-dessus du territoire irakien.

De son côté, Israël a demandé d'être averti de toute attaque au moins 72 heures à l'avance et a aussi réclamé le rétablissement de la ligne directe de communication avec le Pentagone, qui avait été coupée au printemps.

« Cibles de direction »

Au moment où les responsables américains tentaient de résoudre ces problèmes, des chefs militaires informaient leurs homologues britanniques et français de leur projet de bombarder non seulement des installations nucléaires, mais aussi des « cibles de direction », dont Saddam Hussein lui-même. C'est ce qu'a indiqué un responsable du Pentagone qui a précisé que le président irakien deviendrait une « cible de direction » si ses allées et venues étaient connues au moment des raids envisagés.

Un haut responsable américain a indiqué que la Grande-Bretagne

avait exprimé son soutien des plans militaires américains, alors que le France aurait formulé de nettes réserves. Paris n'a, pour le moment, accepté que de participer à des raids dont le but serait de protéger la population kurde.

Par ailleurs, de hauts responsables de l'administration Bush ont dit qu'il ne serait pas facile de trouver une personne pour diriger l'Irak, au cas où Saddam Hussein serait tué ou renversé.

Un pro-Hussein s'il le faut

Selon l'un de ces responsables, la Maison-Blanche serait même prête à accepter qu'un membre de la famille ou du clan Hussein dirige un éventuel gouvernement à la condition qu'il exprime publiquement le désir d'apporter des réformes.

Plusieurs spécialistes du Moyen-Orient ont blâmé l'administration Bush de ne pas se tourner plutôt vers un opposant irakien en exil. Toutefois, les analystes de la CIA et du Département d'État ont conclu qu'il n'existait actuellement aucun exilé ayant les appuis nécessaires en Irak pour s'imposer à Bagdad, les services secrets irakiens ayant éliminé toute forme d'opposition dans la capitale et les principales villes irakiennes.

Selon ces analystes, le successeur de Saddam Hussein devra être, comme lui, un membre de la minorité sunnite.



Cette femme croate est tombée en larmes à la vue de sa maison criblée d'obus, à Vinkovci.

Les moules zébrées menacent le Saint-Laurent

MONTRÉAL (PC) — Les moules zébrées, mollusques menaçant les Grands Lacs depuis 1986, prolifèrent maintenant dans le fleuve Saint-Laurent.

de vert et de jaune ont été introduits au Canada par un cargo européen qui avait vidé ses réserves.

On croit que ces mollusques rayés

voirs de l'est dans le lac St. Clair, près du lac Érié.

Ces moules à corps souple se reproduisent rapidement et perturbent la croissance des plantes et poissons indigènes. Elles bloquent de plus les tuyaux d'amenée d'eau des usines municipales de filtration et des installations hydroélectriques.

Des plongeurs exerçant leur métier près de Pointe-Claire, dans l'Ouest de l'île de Montréal, ont récemment repêché 15 moules zébrées dans le lac Saint-Louis, selon M. Claude Fournier, technicien à l'usine municipale de filtration de l'eau.

Selon Mme Louise Lapierre, chef de l'évaluation des écosystèmes au Centre Saint-Laurent d'Environnement Canada, à Montréal, personne jusqu'ici n'a rapporté de problèmes causés par les moules. « Mais leur présence crée des inquiétudes. De plus en plus de gens nous appellent pour signaler leur apparition. »

Mme Lapierre estime la concentration de moules zébrées dans le Saint-Laurent à environ quelques centaines par mètre carré. Elle précisait que « dans les Grands Lacs, ce volume varie de 5000 à 170000 par mètre carré. »

Dans le lac Érié, l'incrustation des moules atteint plusieurs mètres d'épaisseur.

Elle a précisé que les travaux de nettoyage des Grand Lacs pourraient entraîner des coûts aussi élevés qu'un milliard de dollars d'ici l'an 2000. « J'ignore à quoi l'on peut s'attendre quant au contrôle des moules dans le Saint-Laurent mais les coûts pourraient être élevés. »

Selon elle, les méthodes de contrôle — variant de l'introduction d'autres espèces de poissons qui consomment les larves de moules jusqu'au nettoyage manuel des plongeurs des zones infestées — ne pourraient que contenir le problème, sans le résoudre.

**LE SOLEIL**  
390, rue St-Vallier Est  
Québec (Québec) G1K 7J6

Service aux abonnés	647-3333	Publicité Générale	647-3266
Annonces classées	647-3311	Rédaction	647-3394
Carrières et Professions	647-3270	Promotion	647-3342
Publicité Détaillants	647-3435	Renseignements	647-3233

**RÉSULTATS**  
Loto-Québec

**Tirage du 91-07-27**

6/6	0	1 000 000,00 \$
5/6+	5	7 226,80 \$
5/6	92	261,80 \$
4/6	3 562	31,50 \$
3/6	50 651	5,00 \$

**3 7 14 23 26 35**

**MISE-TÔT 2 4 9 38**

**No complémentaire: 39**

PROCHAIN GROS LOT 1 000 000,00 \$ à chaque semaine

VENTES TOTALES: 1 468 218,00 \$

**Tirage du 91-07-27**

NUMÉROS	LOTS
1 152 50	100 000 \$
1 525 0	1 000 \$
5 250	250 \$
250	50 \$
50	10 \$
0	2 \$

**Extra** Vous pouvez jouer jusqu'à 20 h les soirs de tirage

**TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec**

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

**LA QUOTIDIENNE**  
tirage du 27-07-91  
0-3-4  
3-1-7-2  
6/49  
9-30-31-33-37-43  
(complémentaire)  
27

**Sélect 42**  
3-7-14-23-26-35  
(complémentaire)  
39  
mise-tôt  
2-4-9-38  
**EXTRA**  
115250

**2500** points offerts cette semaine dans **LE SOLEIL**

Si vous êtes membre du Club, entrez le code suivant:  
**19110059**  
Sinon, composez sans frais, le **1-800-563-8688**

**CLUB Multi-points**

L'avantage Plymouth *Une autre HISTOIRE VRAIE* **DU VALLON**

**NOUS AVONS le vent dans les voiles à vous d'en profiter!**

**PREMIER AU CANADA POUR LES VENTES DE JUIN**  
En plus d'avoir le plus gros choix de véhicules au Canada

**TAUX DE FINANCEMENT DE 59%\* à 79%\*** **RABAIS DE 500\$ À 2500\$**

**3 DERNIERS JOURS**  
Nous voulons renouveler l'exploit en juillet. Profitez de nos prix spéciaux sur

**40 ACCLAM** POUR PRISE DE POSSESSION IMMÉDIATE  
**52 VOYAGER** POUR PRISE DE POSSESSION IMMÉDIATE  
**35 DYNASTY** POUR PRISE DE POSSESSION IMMÉDIATE

**RABAIS ADDITIONNEL DE 750 \$ AUX CÉGÉPIENS ET ÉTUDIANTS D'UNIVERSITÉ FINISSANTS AINSI QU'AUX MILITAIRES.**  
\* sur modèles disponibles.

**ARRÊTEZ DE TOURNER EN ROND! CHEZ DU VALLON, NOUS L'AVONS**

**DU VALLON** CHRYSLER PLYMOUTH LÉE

2015, BOUL. CHAREST OUEST  
SAINTE-FOY (QUÉBEC)  
(face Salon de quilles Frontenac)  
**687-5510**

**CARAGE RECOMMANDÉ**  
**CAA**  
Le seul concessionnaire Chrysler Québec dont l'ensemble de l'équipe est recommandé par le Club automobile de Québec.

**"C'est le blitz de l'été"**

**50%** sur toutes les montures en magasin à l'achat de verres correcteurs.

De plus, les opticiens Pierre Masson offrent **50%** à l'achat de vos premiers verres de contact

**LES OPTICIENS Pierre Masson & ass.**

**Plaza Laval**  
2750, ch. Ste-Foy  
Ste-Foy G1V 1V5  
**653-4954**

**Beauport**  
330, rue Seigneuriale  
Beauport G1A 1P1  
**666-3060**

**Lévis**  
128, route Kennedy  
Lévis G6V 6C9  
**833-1590**

**Place Fleur de Lys**  
Entrée N° 4,  
550, Wilfrid Hamel  
Québec, G1M 2S6  
**525-4771**

**Centre Ville Québec**  
210, boul. Charest E.  
Québec, G1K 3H1  
**529-1714**



L'appui à une économie de marché en Russie et dans d'autres républiques est, au mieux, modeste, indique le sondage.

### Sondage sur l'économie Les Soviétiques en faveur du maintien du contrôle de l'État

WASHINGTON (AP, AFP) — Les habitants de trois républiques soviétiques sont favorables au maintien des entreprises d'État dans la plupart des secteurs industriels et n'appuient que très timidement le passage à une économie de marché.

C'est ce qu'indique un sondage publié hier par le groupe de presse américain Times Mirror.

Le sondage a été fait en Russie, Ukraine et Lituanie. C'est uniquement dans la république balte, qui ne compte qu'un peu plus de trois millions d'habitants, que le passage à une économie capitaliste est souhaité.

« L'appui à une économie de marché en Russie et dans d'autres républiques est au mieux modeste et il y a peu d'indications dans notre recherche que la population soit prête, désireuse ou capable de s'adapter facilement à cette transformation », soulignent les responsables du sondage du Times Mirror.

Selon cette enquête, 54 % des personnes interrogées dans la portion européenne de la Russie, 53 % des Ukrainiens et 76 % des Lituaniens se prononcent en faveur du passage à une économie de marché.

La faible majorité en Russie et en Ukraine correspond à la marge d'erreur du sondage.

#### Privatisations rejetées

De plus, le tableau change du tout au tout quand les questions deviennent plus précises. Comme, par exemple, si les entreprises d'État doivent être privatisées ou pas.

Dans chacune des trois républiques, de fortes majorités préfèrent le statu quo sauf dans un domaine, celui de l'agriculture.

Ainsi, 79 % des Russes, 69 % des Lituaniens et 86 % des Ukrainiens se prononcent en faveur du maintien d'entreprises publiques dans le secteur de l'industrie lourde.

Dans chacune des républiques, des majorités s'opposent à la privatisation du système téléphonique, de la radio et de la télévision, des transports en commun, des écoles et du réseau électrique.

#### Même en Lituanie

Même en Lituanie, où la majorité des habitants souhaitent l'indépendance de leur république, le contrôle de l'État sur diverses sphères demeure souhaitable. Ainsi, seulement 20 % des Lituaniens souhaitent la privatisation des banques, 16 % celle de la presse, 31 % celle des usines produisant des biens de consommation et 43 % celle des magasins.

« Le scepticisme soviétique à l'égard d'une économie de marché intervient malgré une quasi-obsession des problèmes économiques et une reconnaissance que le système actuel a échoué », affirme le Times Mirror. Plus de trois Russes sur quatre estiment que l'économie est actuellement le problème le plus important du pays. L'économie est également la première préoccupation des Lituaniens et devance même leurs craintes d'un échec du mouvement indépendantiste.

En dépit de ces chiffres, il y a certains signes encourageants pour les efforts du président soviétique Mikhail Gorbatchev. La population la plus jeune est largement en faveur d'une économie de marché : cette transformation est soutenue par sept Russes sur 10 dans la classe d'âge en dessous de 25 ans (contre une proportion de 20 % parmi les Russes âgés de plus de 70 ans).

Ce sondage a été réalisé entre le 15 avril et le 5 mai auprès d'un échantillon représentatif de la population, formé de 2210 personnes. Chacune a été interrogée à son domicile durant environ 45 minutes.

Autres textes en page B-11

## Réserve amérindienne de Grassy Narrows

# Un policier blessé lors d'une 2e attaque

RÉSERVE GRASSY NARROWS, Ontario (PC) — Quelques résidents de la réserve amérindienne de Grassy Narrows ont été évacués, hier, alors que d'autres ont peur de quitter leur domicile à la suite d'une seconde attaque armée au cours de laquelle un autre policier a été blessé, vendredi soir.

geants de la bande indienne. « Comme les deux incidents étaient survenus au même endroit, il fut décidé d'un commun accord que ces quatre maisons devaient être évacuées », a expliqué le sergent Don Jones, de la PPO. Le suspect, un individu de 27 ans, Thomas Pahpasay, est un trappeur occasionnel et guide

de pêche qui s'adonne à la consommation de substances hallucinogènes et connaît très bien la dense région boisée qui entoure la réserve. Le conseil de bande de la réserve a imposé un couvre-feu afin de garder les enfants à la maison après la tombée du jour, mais certains résidents sont si effrayés qu'ils demeurent en-

fermés chez eux, portes et fenêtres closes, rapporte le chef intérimaire de la réserve, Raphael Forbister. Des connaissances ont décrit le suspect comme un célibataire tranquille qui vit seul et qui a commencé à connaître des difficultés alors qu'il a entrepris de respirer des vapeurs d'essence pour se procurer des moments

d'évasion. Le présumé meurtrier, qui connaît la forêt comme le fond de sa poche, a réussi jusqu'ici à échapper à la poursuite de 80 policiers, aidés d'hélicoptères et de chiens pisteurs, mais les policiers sont d'avis qu'il ne se terre pas loin et que ce n'est qu'une question de temps avant qu'on le capture.

Le sergent Don Jones, de la Police provinciale de l'Ontario (PPO), a déclaré qu'il croyait que le tireur embusqué dans la forêt et qui a fait feu en direction de quatre policiers, vendredi, est le même individu recherché pour le meurtre du sergent Tom Cooper survenu jeudi devant une résidence de cette réserve indienne du nord-ouest de l'Ontario.



Le suspect, Thomas Pahpasay.

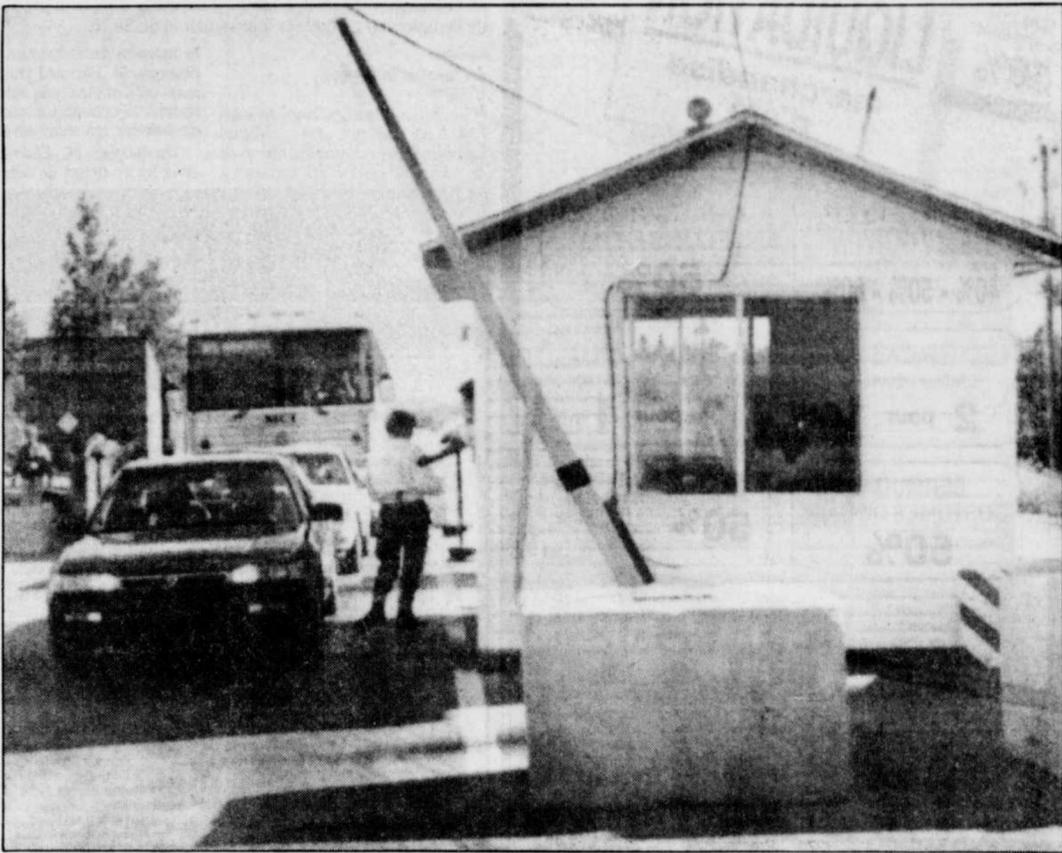
Les quatre policiers ont été attaqués alors qu'ils procédaient à l'examen de preuves au domicile du suspect. Un individu est alors sorti des broussailles pour faire feu en leur direction, atteignant l'un d'entre eux aux côtes, avant de s'enfuir dans les bois. Les policiers n'ont pas eu le temps de riposter.

Selon le sergent Jones, « l'effet de surprise a été si complet qu'il a suscité une situation de choc ». Le constable Bill Olinyk, 30 ans, a été atteint au côté droit, juste en-dessous de sa veste anti-balles, et repose dans un état satisfaisant à l'hôpital voisin de Kenora.

Le sergent Cooper est décédé instantanément, vers 17 h jeudi, après avoir été atteint d'une décharge d'arme à feu tirée du balcon d'une maison où il répondait, en compagnie d'un collègue, le constable Kevin Orchard, 25 ans, à une plainte relative à une possession d'arme à feu.

Orchard a, lui, été atteint d'un projectile à la poitrine alors qu'il se dirigeait vers son véhicule pour demander de l'aide. Il est toujours hospitalisé à Kenora.

**Évacuation** Hier matin, la police a fait évacuer quelque 20 personnes résidant dans quatre maisons voisines de celle du suspect, après avoir consulté les diri-



Se soumettant de bonne grâce, semble-t-il, au péage volontaire, les automobilistes s'arrêtaient hier le temps de donner leur 2 \$ et de recevoir un dépliant.

## Accès-Bleuets installe un péage volontaire sur la 175 en vue d'obtenir une autoroute

CHICOUTIMI (d'après le PROGRÈS-DIMANCHE) — Le mouvement Accès-Bleuets, qui fait campagne pour obtenir une autoroute reliant Québec au Saguenay—Lac-Saint-Jean, a remporté hier un premier succès avec une opération qui n'était pas que de la sensibilisation. Le poste de péage « volontaire permanent », installé à l'ancienne « barrière de Laterrrière » de la route 175, n'a pas provoqué de ressentiment, au contraire, chez les automobilistes désireux de traverser la réserve faunique des Laurentides.

Se soumettant de bonne grâce, semble-t-il, au péage volontaire, les automobilistes s'arrêtaient le temps de donner leur 2 \$ et de recevoir un dépliant. Par contre, Accès-Bleuets ne peut

dire si sa station gardera sa « permanence » très longtemps. Peu avant 8 h hier matin, la Sûreté du Québec a avisé les personnes présentes de l'illégalité du geste et noté leurs noms.

Le mouvement se dit conscient de l'illégalité de son opération, mais ajoute ne rien briser et avoir fait le tout selon les règles de sécurité, ce qui, espère-t-il, devrait amener les autorités à tolérer l'action de prise en main.

Une cinquantaine de bénévoles ont installé, en catimini, la station de péage de 12 pieds sur 10, 84 délinéateurs à haute intensité dont la moitié avec clignotants, et 12 blocs de béton pour protéger bénévoles et équipements.

Des lignes jaunes tracées sur

l'asphalte délimitent les aires d'accès et un panneau indicateur annonce le péage aux automobilistes qui arrivent dans les deux sens, et les invite à ralentir, un kilomètre avant les lieux. Des réflecteurs montés dans une tour amovible éclairent la station de péage.

« Le tout est conforme aux normes du ministère des Transports, et est fait de façon à assurer la sécurité », d'expliquer, hier matin, la présidente Marina Larouche.

L'argent recueilli sera versé dans un fonds spécial pour la construction d'une route à quatre voies, et non pour le fonctionnement du mouvement, précise Mme Larouche. Accès-Bleuets compte sur l'appui de la population. La directrice générale Céline Nepton espère ainsi amener le gouvernement à s'engager financièrement dans le projet. Elle se dit consciente de son coût élevé, par rapport aux dons de la population.

« Cela peut prendre 10 ans, mais si on ne fait rien, ça sera pire. » La présidente renchérit : « Aide-toi, le ciel t'aidera. Chose certaine, c'est différent, car il se fait des choses... »

**À 2 ans des élections** La présidente Larouche rappelle qu'on est à deux ans des élections provinciales, période où, dit-elle, le gouvernement est plus réceptif aux attentes de la population : « Le gouvernement ne réinvestit pas dans les régions dans les mêmes proportions que ce qu'il en prélève, entre autres par les richesses naturelles. »

À la lumière des réactions des automobilistes, elle réaffirmait en début de soirée, hier, l'appui des citoyens. S'il devait faire défaut, Accès-Bleuets abandonnera son péage et se sabordera, ajoute-t-elle.

Accès-Bleuets prévoit dresser un premier bilan financier dans deux ou trois semaines et souligne ne pas s'être fixé d'objectif à ce chapitre.

## Mme Olive Bibeau Boyd savoure ses 100 ans

Toute rose d'émotion, de sa petite voix basse mais bien franche, Mme Olive Bibeau Boyd semblait ravie de causer avec les journalistes hier. Ce n'est quand même pas tous les jours qu'on a 100 ans...

par CLAUDETTE SAMSON LE SOLEIL

En fait, le chemin de la 101e année est déjà amorcé depuis jeudi. Mais hier, c'était la vraie fête, puisque 150 parents et amis sont venus rendre hommage à cette dame tout ce qu'il y a de plus vivante. Elle était d'ailleurs fort ravie de revoir des parents de la région de Sherbrooke qu'elle n'avait pas vus depuis des années.

Heureuse de la fête, « mais à froid, c'est énervant », dit-elle, en parlant des jours qui ont précédé cette journée.

#### Pas de truc

Ne cherchez pas le truc, il n'y en a pas. Ou un seul peut-être : savoir être active. Mme Boyd le met d'ailleurs toujours en pratique, puisqu'elle fait elle-même ses repas, ses emplettes, passe l'aspirateur, fait de petits voyages...

« À 50 ans, quand j'ai perdu ma petite fille de 18 ans, j'ai voulu mourir... et je suis toujours là. Voyez comme c'est drôle la vie. Dieu l'a voulu ainsi ! »

Fille d'agriculteurs de Lac-Saint-Charles où elle est née, habitant Tewkesbury depuis 1921, Mme Boyd a été à son tour agricultrice avec son mari. Ses deux enfants sont aujourd'hui morts, mais il lui reste une nombreuse famille de neveux et nièces.

Elle retient sa jeunesse comme la plus belle période de sa vie : « On n'a pas de troubles ! » Elle en a d'ailleurs profité longtemps, « puisque, dit-elle, je me suis mariée vieille fille à 28 ans ». Mais la période la plus marquante fut peut-être celle de la crise...

#### Et l'avenir ?

« Je ne veux pas vous décourager, les jeunes, mais j'ai peur... Il va falloir que des choses changent, et vite. »

Elle dit aussi plaindre les jeunes qui sont confrontés si tôt à faire des choix qui les engagent pour la vie.

Mais il semble que les belles choses la tiennent toujours. Elle aime la musique, a des amis. Et tout ce qu'elle espère maintenant, c'est de vivre encore quelque temps, pour savourer pleinement sa journée d'hier !



Hier, 150 parents et amis sont venus rendre hommage à Mme Olive Bibeau Boyd, une dame tout ce qu'il y a de plus vivante.

# Québec est réellement impliqué dans le sauvetage de Lavalin

MONTRÉAL (PC) — Le gouvernement du Québec est impliqué directement dans la tentative de sauvetage du groupe d'ingénierie Lavalin.

Selon des sources haut placées chez Lavalin, interrogées par le quotidien montréalais la Gazette, le premier ministre Robert Bou-

rassa suit de très près les discussions qui ont cours entre les dirigeants du plus important groupe d'ingénierie au Canada et leurs partenaires des secteurs privé et

public. Déjà, deux organismes provinciaux ont apporté leur aide pour renflouer la marge d'auto-financement de Lavalin, et la Caisse de dépôt du Québec pourrait entrer dans la ronde très bientôt. « Le gouvernement estime qu'il est très important que le contrôle de Lavalin demeure au Québec ».

# L'État de New York n'a pas besoin des mégawatts d'Hydro-Québec

MONTRÉAL (PC) — L'État de New York n'a pas vraiment besoin des 1000 mégawatts qu'Hydro-Québec veut lui vendre pour 17 milliards \$ et la ville de New York pourrait avoir d'autres solutions moins coûteuses.

C'est ce que révèle dans son édition de fin de semaine le quotidien Le Devoir qui a obtenu copie d'un rapport confidentiel à

cet effet. Le vice-président exécutif aux marchés externes d'Hydro-Québec, Pierre Bolduc, reconnaît que deux des plus importantes parties au contrat avec la société d'État hésitent à

compléter l'entente.

Con Edison, le plus important acheteur avec 482 mégawatts, aurait reçu des offres concurrentielles par des producteurs indépendants.

Les parties au contrat avec Hydro-Québec ont jusqu'au 30 novembre pour confirmer ou annuler le contrat provisoire.

**6 JOURS seulement**  
du lundi 29 juillet au samedi 3 août

Tous nos pantalons polyester et laine "Park-Hall" **50%**

Tous nos coupe-vent **50%**

**LIQUIDATION**  
marchandise d'été

Tous nos **COMPLETS ET VESTONS SPORT**  
Samuelson, Progress Brand, Park Hill, Jules de Bergerac  
**40% - 50% - 60%**

Toutes nos **CHAUSSURES FLORSHEIM**  
**50%**

**CHEMISES MANCHES COURTES**  
I. Miller - Cacharel  
**2 pour 1**

**T-SHIRTS - POLO**  
Woisey - Lyle - Scott  
**2 pour 1**

**BERMUDAS COSTUMES DE BAIN**  
**50%**

**TOUS NOS PANTALONS**  
coton - polyester-coton  
**50%**

Réparation en sus - Spéciaux sur marchandises en magasin seulement - Choix incomplet de quantités, grandeurs et couleurs.

**Jean-Guy Boilard** INC.  
"LE VALET DES ÉLÉGANTS"

André Proulx Jacques Voyer Mario Couture

**657, 3e Avenue**  
**529-8691, 529-2414**

## Si les employés refusent de réduire leurs salaires de 25 %

# Maranda Reliable Splendor fermera le 20 août

Les quelque 135 employés de l'entreprise d'apprêtage de fourrures Maranda Reliable Splendor, de Québec, se retrouveront au chômage le 20 août, à moins d'accepter d'ici-là la proposition de l'employeur de baisser leurs salaires de 25 %.

par CLAUDETTE SAMSON  
LE SOLEIL

Hier, le syndicat des employés affilié à la Centrale des syndicats démocratiques a publié par voie de communiqué sa position face à

la menace de fermeture de l'employeur, M. Bernard Guimont, disant qu'il n'était pas question de rouvrir la convention collective et de baisser les salaires de 25 %.

Ce à quoi M. Guimont, joint chez lui en début de soirée, rétor-

que qu'il n'a alors d'autre choix que de mettre la clé dans la porte.

Le syndicat qualifie l'attitude de M. Guimont d'« arrogante ». Selon le conseiller syndical de la CSD, Claude Faucher, entre 1982 et 1990, le salaire des employés de chez Maranda a été gelé pendant cinq années, et des concessions importantes ont été consenties au plan des avantages sociaux.

Il affirme que le syndicat a proposé plusieurs mesures de redressement à l'employeur, que celui-ci a refusées. De plus, affirme-t-il, l'employeur a toujours refusé de réinvestir les profits passés dans l'entreprise.

Depuis l'ultimatum lancé en juin, les employés se sont prononcés deux fois en assemblée générale, rejetant à chaque fois la baisse de salaire, soit à 90 % le 26 juin et à 62 % le 11 juillet.

Selon le syndicat, si jamais Maranda Reliable Splendor ferme ses portes, après 80 ans d'existence à Québec, l'employeur devra en porter l'entière responsabilité.

### Un problème plus large

Pour M. Guimont, c'est là une façon réductrice de voir les choses. Il faut situer les problèmes de son entreprise, dit-il, dans le cadre d'un marché mondial en pleine transformation. La concurrence croissante des pays en voie de développement et la surproduction de fourrures brutes ont entraîné depuis 1987 une chute dramatique des prix.

Ainsi, selon M. Guimont, la fourrure brute de vison est passée de 55 \$ en 1987 à 15 \$ en 1990. Depuis six mois, toutefois, les prix sont en hausse constante. Mais ce n'est que dans un an et demi environ que son entreprise en verra les effets positifs.

Maranda Reliable Splendor possède une autre usine à Montréal. Là aussi, affirme M. Guimont, des concessions ont été demandées. Les décisions qui seront prises le seront en fonction de ce qui arrivera à Québec.

**VILLE DE Québec**

**AVIS PUBLIC**

Avis public est par la présente donné, conformément aux dispositions des articles 165 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c.0-9) et 45,3 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités:

— que le ministre des Affaires municipales a approuvé, en date du 13 juin 1991, le règlement numéro 348-90 de la municipalité de Saint-Émile décrétant l'annexion à cette municipalité de la partie du territoire de la ville de Québec ci-après décrite, à savoir:

"Un territoire faisant actuellement partie de la ville de Québec, dans la Communauté urbaine de Québec, comprenant en référence au cadastre de la paroisse de Charlesbourg la partie du lot 138 renfermée dans les limites ci-après décrites, à savoir: partant du point de rencontre de la ligne séparative des lots originaux 138 du cadastre de la paroisse de Charlesbourg et 1139 du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette et du côté sud-est de l'emprise du boulevard de la Concorde (rue des Érables); de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: partie de ladite ligne séparative de lots en allant vers le sud-est sur une distance de 301,29 m; dans le lot 138 du cadastre de la paroisse de Charlesbourg, une ligne droite faisant un angle intérieur de 60° 25' 39" avec la ligne précédente et mesurant 142,52 m; une ligne droite faisant un angle intérieur de 119° 34' 21" avec la ligne précédente et mesurant 268,13 m, soit jusqu'au côté sud-est de l'emprise du boulevard de la Concorde (rue des Érables); enfin, le côté sud-est de l'emprise dudit boulevard dans une direction sud-ouest jusqu'au point de départ; lequel territoire est annexé à la municipalité du village de Saint-Émile.

Les mesures mentionnées dans cette description sont en mètres (S1)." et que suite à l'approbation de ce règlement, il a délimité par arrêté ministériel daté du 13 juin 1991, le district électoral numéro 18 de la ville de Québec comme étant les limites décrites pour ce district à la division effectuée par la Commission de la représentation électorale, soustraction faite de la partie du territoire annexé précédemment décrit.

LE GREFFIER ADJOINT DE LA VILLE,  
PIERRE ANGERS, AVOCAT

Québec, le 24 juillet 1991

**Municipalité des Cantons Unis de Stoneham et Tewkesbury**

**APPEL D'OFFRES**  
FOURNITURE D'UN CAMION - FOURGON NEUF 1991 OU 1992

La municipalité des Cantons Unis de Stoneham et Tewkesbury demande des soumissions pour la fourniture d'un camion-fourgon neuf 1991 ou 1992.

Les documents nécessaires à la soumission seront disponibles à partir du mardi 30 juillet 1991, à 13 h, au service de l'administration de la municipalité, 325, chemin du Hibou, Stoneham.

Les formules de soumission, complétées en deux (2) copies signées, seront transmises dans une enveloppe cachetée, scellée et marquée "Soumission pour la fourniture d'un camion-fourgon".

Les soumissions seront reçues au bureau du secrétaire-trésorier, 325, chemin du Hibou, Stoneham, avant 10 h, heure en vigueur localement, le jeudi 22 août 1991 et ouvertes immédiatement après l'heure limite en présence des intéressés.

La municipalité des Cantons Unis de Stoneham et Tewkesbury se réserve le droit d'accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions qui lui seront présentées et n'encourra aucune poursuite ou réclamation pour frais ou pertes subis par les soumissionnaires à la suite de telles décisions.

STONEHAM, LE 28e JOUR DU MOIS DE JUILLET 1991  
Michel Chagny  
Secrétaire-trésorier adjoint

**mazda**

**LE GRAND Rendez-Vous DE L'ÉTÉ**

**NE MANQUEZ SURTOUT PAS!**

**9 DÉMONSTRATEURS 1991 À PRIX SPÉCIAUX**

- (3) PROTÉGÉ
- (2) 626
- (2) MX-6
- (1) PROTÉGÉ GT
- (1) 929

**2 626**  
4 portes 1990  
bas millage, à prix très spéciaux.

**VOITURES SPORT**

- (7) MIATA
- (2) RX-7

**13 323**  
3 portes, de différents modèles

**7 PROTÉGÉ**  
4 portes, de différents modèles

**17 626**  
de différents modèles, 4 portes et 5 portes

**6 MPV**  
de différents modèles, 2 et 4 roues motrices

**4 PICK-UP**  
de différents modèles

**LE CERCLE D'EXCELLENCE**

**mazda QUÉBEC**

**Rendez-Vous**

1615, BOUL. HENRI-BOURASSA  
CAPITALE SORTIE HENRI-BOURASSA SUD

Prise pour une agente de police

# Une femme blanche battue et poignardée par 3 Noirs

MONTRÉAL (PC) — Une femme blanche, de 21 ans, a été battue et poignardée par trois individus de race noire qui l'ont prise pour une agente de police, a-t-on appris, hier, de source policière.

La femme était seule, vendredi soir, sous un pont de Sainte-Anne-de-Bellevue, une localité située complètement à l'ouest de l'île de Montréal, lorsqu'elle a été accos-

tée par trois hommes décrits par la police comme étant des Noirs âgés d'une vingtaine d'année.

S'ils l'ont prise pour une femme-policier, c'est qu'elle effec-

tuait une patrouille dans le cadre d'un programme d'été pour étudiants et portait un uniforme bleu semblable à celui des policiers.

Un porte-parole du service de police de la Communauté urbaine de Montréal, l'agent Claude Forget, a déclaré que les paroles lancées par les assaillants ne font aucun doute sur l'idée qu'ils avaient qu'il s'agissait d'une policière.

La jeune femme, dont on n'a pas révélé l'identité, a été poignardée à l'abdomen, mais ses blessures ne sont pas graves. On l'a aussi frappée des pieds et des poings à plusieurs reprises.

L'agent Forget a expliqué que les assaillants avaient demandé à leur victime où elle avait mis son revolver.

Les patrouilleurs étudiants, que

la municipalité de Sainte-Anne-de-Bellevue embauche pour l'été, ne portent pas d'arme et n'ont aucun pouvoir d'arrestation. Leur tâche consiste surtout à remettre des billets d'infraction pour stationnement illégal et pour faire de la surveillance dans le secteur des bars et restaurants de cette localité.

aucune arrestation relativement à cette affaire.

Les relations entre les Noirs et la police de la métropole sont très tendues depuis que, le 3 juillet, un agent du groupe d'intervention tactique a abattu « par erreur » Marcelus François, un Noir de 24 ans, dans le cadre d'une filature au sujet d'un meurtre. La victime de cette méprise policière est morte le 18 juillet.

Relations inter-raciales

## Montréal devrait se doter d'un organisme consultatif

MONTRÉAL (PC) — Selon les leaders de la communauté noire, Montréal devrait se doter d'un organisme consultatif sur les relations inter-raciales comme celui que l'on prévoit créer à Halifax.

La formation du comité consultatif de Halifax résulte des récentes émeutes découlant d'accusations voulant que certains bars de la ville refusent de servir les Noirs.

Ce comité sera formé de représentants de groupes de défense des droits et libertés, de la communauté noire de Halifax ainsi que des gouvernements municipal, provincial et fédéral.

Cet organisme devra présenter un rapport assorti de recommandations aux trois paliers de gouvernement, le 1er septembre.

« Je crois qu'un tel comité serait efficace ici », a ajouté M. Philip.

Mais « il ne doit pas représenter un geste visant à régler l'affaire.

M. Dan Philip, président de la Coalition des Noirs du Québec, a déclaré, hier, qu'il prévoit discuter cette idée avec les autres dirigeants de groupes raciaux, cette semaine, et la soumettre ensuite au ministre fédéral du Multiculturalisme, Gerry Weiner.

Pour sa part, Orin Bristol, coordonnateur du groupe de jeunes AKAX, le racisme est peut-être plus développé à Halifax où l'on retrouve des ghettos noirs semblables à ceux de New York.

Mais « le racisme est ce qu'il est » et si un organisme consultatif n'est pas mis en place bientôt, « nous nous retrouverons comme à Halifax demain », a-t-il déclaré dans une entrevue.

Le ministre Weiner n'a pu être joint, hier, pour commenter cette affaire.

faire Michel Tremblay », a-t-il poursuivi, faisant allusion au cas de Marcelus François, un Noir de 24 ans, abattu par méprise, le 3 juillet.

Les autorités policières ont déclaré que François, qui est décédé à l'hôpital le 18 juillet, avait été victime d'une erreur d'identité, lors d'une opération visant l'arrestation d'un suspect dans une affaire de meurtre.

Le ministre de la Sécurité publique, Claude Ryan, a ordonné la tenue d'une enquête relativement à cette affaire.

La communauté noire de la métropole a été choquée par l'affaire François et par d'autres incidents de nature raciale, dont le cas d'un chauffeur d'autobus qui aurait refusé, la semaine dernière, de conduire une douzaine de jeunes Noirs à leur destination, ainsi que par des affrontements entre bandes de jeunes Noirs et de Blancs, dans le secteur est de la ville.



### Fin des vacances

LACOLLE (PC) — Aujourd'hui, entre 14 h et 22 h, les postes frontaliers, dont celui d'Armstrong en Beauce (ci-dessus), seront littéralement pris d'assaut par les automobilistes québécois qui reviendront de leurs vacances passées au sud du 45e parallèle. De tous les postes frontaliers, c'est celui de Lacolle, au sud de Montréal, qui sera le plus achalandé : le temps d'attente pourrait être de deux heures et même plus. Jusqu'à trois heures, de l'avis du surintendant du poste de Lacolle, Alain Surprenant.

## Bissonnette réfute les accusations criminelles déposées par Kealey

MONTRÉAL (PC) — L'ex-ministre conservateur André Bissonnette est d'avis que les accusations relatives à un présumé réseau de pots-de-vin impliquant les conservateurs québécois n'ont « aucun sens ».

M. Bissonnette commentait pour la première fois les accusations criminelles déposées contre lui-même et 12 autres membres éminents de ce parti, la semaine dernière à Ottawa, par un ancien homme d'affaires de Hull, Glen Kealey.

Dans une entrevue accordée vendredi au quotidien montréalais The Gazette, M. Bissonnette a déclaré : « M. Kealey fait état d'une mégastucture de collection de fonds qui implique des gens (au sein du Parti conservateur) qui n'ont jamais eu rien à voir dans de telles activités. Ceci n'a aucun sens. »

Homme d'affaires millionnaire de Saint-Jean-sur-Richelieu, M. Bissonnette a mis en doute les motifs et la crédibilité des témoins qui ont été appelés à déposer lors

des audiences à huis clos de 17 jours relatives à cette plainte.

Il a déclaré que les individus qui avaient témoigné sont des conservateurs mécontents ou démis de leurs fonctions et qui cherchent vengeance : « Peu de ces témoins n'avaient intérêt à salir un autre groupe d'individus. »

Au nombre de ces témoins, on retrouvait l'ancienne ministre Suzanne Blais-Grenier, l'ex-député conservateur montréalais Michel Gravel, Frank Majeau, ancien attaché politique de l'ex-ministre des Travaux publics, Roch LaSalle, ainsi que plusieurs officiers de la Gendarmerie royale.

M. Bissonnette a dit n'entretenir aucun doute quant à son innocence après que les officiers du bureau du Procureur général de l'Ontario aient étudié l'affaire

Kealey et décidé d'intenter ou non des poursuites.

« Cet individu ne possède aucune preuve contre André Bissonnette. Il est impossible de me relier à quoi que ce soit », a affirmé l'ancien ministre.

Le premier ministre Brian Mulroney avait exclu M. Bissonnette de son cabinet, en janvier 1987, après la révélation des détails relatifs à une transaction de terrains conclue avec la firme Oerlikon.

Des transactions immobilières avaient fait gonfler le prix de terrains agricoles de 800 000 \$ à 2,9 millions \$ au cours d'une période de 11 jours précédant leur vente à Oerlikon Aerospace. Cette compagnie avait besoin de ces terrains pour ériger son usine qui produit des systèmes de défense aérienne pour le gouvernement fédéral, en vertu d'un contrat d'une valeur de 1 milliard \$.

Un jury avait par la suite acquitté M. Bissonnette d'accusations de fraude, d'abus de confiance et de conspiration.

Projet hydroélectrique de Grande-Baleine

## Les Cris invitent Bourassa à venir à Mistassini en août

MONTRÉAL (d'après PC) — Les dirigeants cris ont invité leur adversaire de longue date, le premier ministre Robert Bourassa, à prendre la parole à leur assemblée générale annuelle qui se tiendra à Mistassini (Baie-du-Poste), au nord de Chibougamau, au début du mois prochain.

Ils ont invité M. Bourassa à leur réunion, qui aura lieu du 6 au 8 août, « pour que les gens puissent lui exprimer directement leur point de vue, et pour qu'il puisse dire directement aux Cris ce qu'il pense, sans intermédiaires », a déclaré Brian Craik, conseiller au Grand conseil des Cris du Québec.

Le premier ministre et son entourage n'ont pas exclu d'accepter l'invitation, de dire Sylvie Godin, secrétaire de presse de M. Bourassa. « Mais nous examinons encore ses autres engagements », a-t-elle ajouté.

L'enthousiasme du premier ministre pour des projets hydroélectriques qui inonderaient des milliers de kilomètres carrés de terres ancestrales des Cris a semé la colère chez les autochtones, qui soutiennent que ces projets dé-

trouiraient ce qui reste de leur mode de vie traditionnel.

M. Craik a précisé que le grand conseil avait également invité à leur assemblée le ministre fédéral des Affaires constitutionnelles, M. Joe Clark, ainsi que le député manitobain Elijah Harper, qui est brusquement devenu une vedette l'an dernier en contribuant à l'échec de l'accord constitutionnel du lac Meech.

Nouvelle tentative

Par ailleurs, une commission de révision environnementale chargée d'étudier les plans des infrastructures du projet hydroélectrique de Grande-Baleine, dont le coût est estimé à 12,6 milliards \$, tentera à nouveau le mois prochain de jauger les réactions des Inuit face à ce développement.

Mais cette fois-ci, le comité évitera la présence des protestataires cris du Nord québécois qui

avaient empêché la tenue d'une rencontre, à la fin juin.

La Commission de la qualité environnementale Kativik a déclaré vendredi qu'elle avait accepté les invitations des leaders inuit de Umiujaq et de Inukjuak pour discuter les changements que le réseau de routes et l'aéroport amèneraient pour ces communautés isolées du Grand Nord.

Les communautés d'Umiujaq et d'Inukjuak sont situées à des centaines de kilomètres au nord de Grande-Baleine, où les résidents cris avaient chahuté les membres de la commission Kativik, le 26 juin, forçant l'annulation des consultations prévues.

« Nous n'entrevoions aucune difficulté » lorsque la commission visitera Umiujaq et Inukjuak, puisqu'aucun Cri n'y réside, a déclaré le porte-parole de Kativik, M. Richard Tardif.

Les dates de ces rencontres n'ont pas encore été fixées, mais elles se tiendront probablement au cours des deux dernières semaines d'août.

### Incendie chez Expro

SAINT-TIMOTHÉE (PC) — Un incendie a causé de lourdes pertes, hier, à l'usine Expro de Saint-Timothée, au sud-ouest de Montréal. Les bâtiments 116 et 118 de la fabrique d'explosifs, qui contenaient de la nitro-cellulose, ont été totalement détruits. Le feu s'est déclaré vers 14 h 10 et la fumée qui s'est ensuite échappée du brasier est devenue visible à 15 km à

la ronde. Les unités de secours d'Expro ont eu l'aide des services d'incendie de Melocheville, Valleyfield et Saint-Timothée afin de maîtriser la situation. Quant aux employés d'Expro, leur retour au travail, demain, pourrait être remis en cause.

### Plongeon vers la mort

MONTRÉAL (PC) — Un enfant de

six ans, hospitalisé à l'hôpital Sainte-Justine de Montréal, a plongé vers la mort, hier, en tombant du sixième étage de l'institution. C'est un autre enfant, lui aussi hospitalisé, qui a aperçu le cadavre du garçonnet qui gisait sur le béton. L'identité de la victime n'a pas été révélée par la police, les parents n'ayant pas été rejoints. On ne sait pas s'il s'agit de négligence ou d'un accident. Les autorités de l'hôpital ne se sont pas prononcées sur les causes du drame.

# DU JAMAIS VU

## DYNASTY LE

1991

sièges électriques, siège 50/50, radio AM/FM cassette, 4 haut-parleurs, volant ajustable, régulateur de vitesse, miroirs extérieurs chauffants, vitres à commande électrique, serrure à commande électrique, automatique, moteur 6 cylindres, suspension sport

**PRIX PAS DE SURPRISE**  
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

VOYAGER 1991  
N° 15705

14 444 \$

\*Tous rabais inclus, taxes en sus

COLT 100 1991  
N° 15641

7999 \$

Valide selon le programme Chrysler

SUNDANCE 1991  
N° 15560

8995 \$

Valide selon le programme Chrysler

GRATUIT

Porte-clés spécial à votre visite

LA MAISON  
Chrysler de Charlesbourg

5070, boul. du Jardin, Charlesbourg

622-4700

## ÉDITORIAL

Patrimoine :  
une question  
de fierté

**S**i vous croyez trouver à l'île d'Orléans le coffre aux trésors du patrimoine québécois, il vous faudra, ces jours-ci, vaincre une nausée en arrivant en haut de la côte où des réclames de trois des candidats à l'élection partielle d'août prochain dans Montmorency, sont une insulte au bon sens et à l'esthétique.

Heureusement, toute l'île ne ressemble pas à ce qu'on trouve en s'y engageant. Mais cette image illustre bien le manque de civisme des organisations politiques dont on attendrait, au contraire, une plus grande sensibilité quand il s'agit d'un endroit classé arrondissement historique depuis une vingtaine d'années.

Même si pendant une campagne électorale, la loi autorise ou tolère des placardages autrement interdits, la jugeotte a toujours sa place. On semble en manquer, sans compter que les abus qu'on observe maintenant révèlent une attitude inquiétante pour l'avenir.

Mais les politiciens ne sont pas les seuls responsables de la protection de nos valeurs. Il s'en est même trouvé pour assurer un leadership quand il a fallu mettre en place les mécanismes et structures qui s'imposaient.

Dans le cas de l'île d'Orléans, Jean-Paul L'Allier et Clément Richard, entre autres, ont livré des batailles qui ne leur ont pas fait que des amis, surtout chez les promoteurs. Les pires craintes qu'exprimait alors avec eux le patriarche Félix Leclerc sont maintenant devenues une menace réelle.

Aujourd'hui, qu'il s'agisse de patrimoine agricole, historique ou culturel, les gouvernements centraux s'en lavent les mains : ils ont refilé les responsabilités à d'autres. Sauvegarder ou pas les éléments de notre héritage et celui des générations à venir, cela relève désormais des animateurs des structures locales.

Ce sont aussi ces instances qui, plus proches des gens, subissent les pressions et doivent fournir les bons arguments pour défendre une cause dont les paramètres échappent parfois aux meilleures intentions du monde. Surtout quand il s'agit de confronter la notion de patrimoine historique aux impératifs du développement économique.

Il y a quelques semaines, le Conseil des monuments et sites du Québec s'indignait des initiatives de dézoning prises dans des secteurs de certaines paroisses de l'île. La MRC (municipalité régionale de comté) se défendait alors en affirmant que toutes les consultations avaient été faites et que tout le monde avait donné son aval au schéma d'aménagement proposé.

Admettant que la procédure ait été respectée, il y a quand même lieu de s'inquiéter si les citoyens n'attachent pas d'importance aux conséquences des changements obtenus. L'île d'Orléans n'est pas à l'abri des promoteurs : ce qui s'est passé autour du village de Saint-Pierre le prouve amplement.

Dans son projet de nouveau partage des responsabilités Québec-municipalités, le ministre Claude Ryan, en matière de zonage agricole, prétend confirmer « une intention claire de maintenir la prédominance de la protection du territoire agricole sur les autres intérêts en cause, en matière d'aménagement du territoire ».

Par des amendements à la loi, plus de souplesse serait accordée aux MRC pour permettre, « tout en ne remettant pas en cause l'idée de la permanence des zones agricoles révisées » des « demandes d'exclusion lorsque des enjeux majeurs se manifesteraient sur leur territoire ». Et la transparence du processus serait assurée par une consultation publique !

D'où l'importance et l'urgence, pour les citoyens, de suivre à la trace ce qui se passe dans leurs conseils municipaux. Ce qui est valable pour l'île d'Orléans rurale l'est tout autant pour le Québec du patrimoine mondial et l'ensemble des communautés urbaines.

Les terres agricoles ont longtemps servi de rempart contre le développement échevelé, mais les choses changent. La fierté des individus pour ce qui les entoure doit désormais prendre la relève.

MARTINE R.-CORRIVAUULT

## LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:  
PIERRE DES MARAIS IIÉditeur adjoint et rédacteur en chef  
et directeur de l'édition:  
J.-JACQUES SAMSONVice-président exécutif:  
DENIS CLICHEPrésident et Éditeur:  
ROBERT NORMANDDirecteur de l'information:  
DENIS ANGERS

Notes de Lecture

## Nations arabes, sociétés fragiles

par  
Raymond  
GIROUX

**D**e véritables colosses aux pieds d'argile, mais qui ne s'effondrent pas parce qu'assise sur une culture plus que millénaire, gage de stabilité fondamentale au-delà de tous les soubresauts de l'histoire.

Tels sont les pays arabes décrits par l'historien Albert Hourani, de l'université d'Oxford, dans *A History of the Arab Peoples*, un ouvrage majeur, dans le contexte international actuel, pour bien saisir les enjeux de la politique au Moyen-Orient.

Hourani nous présente une histoire à la fois intellectuelle et sociale qui ouvre sur la politique sans tomber dans les dédales inextricables des luttes dynastiques ou théologiques.

La force de son histoire se retrouve dans son approche globale, où le lecteur découvre page après page les liens essentiels entre la vie des individus et les aléas de leurs dirigeants.

Un premier regard sur les pays arabes (de l'Irak au Maroc, selon la définition linguistique utilisée par l'auteur) offre un portrait di-

vers. Au-delà des problèmes sociaux et économiques, se profile une apparente stabilité des régimes politiques en place depuis trois décennies.

Paradoxe, que cette permanence au sein de sociétés tourmentées ? Pas nécessairement, écrit Hourani. Il faut d'abord noter que les gouvernements jouissent de moyens de contrôle et de répression inégalés dans l'histoire. Les classes dirigeantes s'appuient sur un appareil gouvernemental élaboré et fort lourd.

Il y avait en 1980, en Égypte, deux fois plus de fonctionnaires que d'ouvriers industriels, rappelle l'historien. Une situation qui à son avis se répète dans l'ensemble du monde arabe.

Les gouvernements légitiment leur pouvoir sur trois axes, le nationalisme incarné dans les classes dirigeantes, la justice sociale et l'Islam. Un examen attentif des trois composantes convainc Hourani que ces forces peuvent se transformer en faiblesses.

Car fragiles sont les liens entre les bourgeoisies, les partis et l'armée. Les gens d'affaires ne peuvent renverser le pouvoir, mais souvent ne lèveront pas le petit doigt pour le sauver. Le véritable pouvoir réside en de petites coteries autour des Assad, Hussein ou Saddam, sans sortir véritablement des solidarités familiales, religieuses ou régionales.

Le nationalisme panarabe, de son côté, a pour rôle principal, ré-

gler générale, de servir d'armes lors de conflits entre pays arabes et de prétexte pour se mêler des affaires de ses voisins. Hourani avait de toute évidence terminé ses travaux avant le déclenchement de la guerre du Golfe. Que ses conclusions demeurent toutes valides donne une importance supplémentaire à son livre.

Le monde extérieur craint souvent le pouvoir des religieux extrémistes. L'historien invite à la prudence, car la sagesse traditionnelle veut que les religieux évitent de se mêler de trop près aux affaires politiques.

Dans les faits, ces mouvements peuvent rassembler les forces d'opposition, mais arrivent difficilement à exercer le pouvoir. L'Algérie connaît par exemple une telle situation, en ce moment.

Hourani suit tout au long de son ouvrage la condition des femmes en pays arabes. La montée de l'éducation et la transformation de sociétés rurales en nations de plus en plus urbanisées ont modifié les règles du jeu. Mais les coutumes tiennent bon, la *charia* islamique demeure.

Plusieurs femmes modernes, éduquées, ont pris l'habitude de porter le voile en public, depuis plusieurs années, sous prétexte de manifester leur identité. Hourani désapprouve, voyant dans ce choix une attitude qui a long terme ne fait que confirmer le rôle traditionnel de la femme en pays islamique.

Les contradictions de la société arabe font que les premiers piégés, lorsque surgit une crise, sont les démocrates, écrit Said Sadi, secrétaire général du Rassemblement pour la culture et la démocratie, un parti politique algérien, dans le dernier numéro de la revue *Hérodote* consacré à *L'Occident et la guerre des Arabes*.

Pourtant, la voie du salut passe, pour les Arabes comme pour les autres, par la démocratisation de la société. Mais comment y arriver, quand même les Koweïtiens soutenaient Saddam Hussein jusqu'au jour de l'invasion, car il était leur protecteur contre l'ennemi iranien ? Ou quand les Palestiniens, les plus occidentalisés des Arabes, tiennent un discours virulent anti-américain contraire à ce qu'ils éprouveraient au fond d'eux-mêmes ?

S'il y a une leçon à tirer de ces deux publications, c'est qu'une conférence de paix ne pourra à elle seule régler tous les conflits moyen-orientaux, car le discours des bons et des méchants ne tient pas.

★ Hourani, Albert. *A History of the Arab Peoples*. Cambridge, Mass. Belknap/Harvard University Press, 552 pages.

★★ *L'Occident et la guerre des Arabes*, dans *Hérodote*, revue de géographie et de géopolitique. Paris, Éditions La Découverte, Nos 60-61, 1er et 2e trimestres 1991, 270 pages.

## Votre Opinion

## Pour les 4 ans

(Lettre à la Commission scolaire du Gouffre)

En 1979, après maintes études et recherches démontrant toute la nécessité d'outiller les parents, intervenants privilégiés du développement de leurs enfants, notre commission scolaire initiait le programme Passe-Partout. Ce service s'adressait aux enfants de 4 ans et à leurs parents via le volet d'animation qui leur était destiné.

La foi et l'enthousiasme de notre animatrice et de vous les parents oeuvrant à ce programme ont fait que, dès 1981, une évaluation exhaustive des quatre types d'interventions éducatives, présentes en milieu socio-économiquement faible, confirmait « l'importance de tenir compte du milieu familial si l'on veut agir efficacement ».

Et que « les parents qui ont participé au programme d'animation Passe-Partout sont les seuls pour qui des changements positifs ont été systématiquement observés ».

Toutefois, les compressions

budgétaires pour 1991-1992 font que certaines commissions scolaires optent pour la voie de gestion la plus simple = couper le seul service organisé touchant directement les parents.

Nous croyons que l'allocation de MEQ, jadis spécifique à l'intervention en milieu socio-économiquement faibles (MSEQ) et maintenant incluse dans l'enveloppe de base des commissions scolaires, devrait servir aux seules fins pour lesquelles elle est versée. Comment peut-on décider d'affecter ces argentés à des besoins autres ?

Avons-nous les moyens d'arrêter une démarche qui vise la conscientisation des parents en regard de leur rôle éducatif ?

Pouvons-nous priver nos jeunes Charlevoisiens d'une clé d'accès à leur plein potentiel ? Comment espérer une évolution positive de l'implication et de la participation des parents sans une volonté ferme des décideurs à cet égard ?

Les parents Passe-Partout d'hier et de demain, Parise Simard et 300 autres signataires, Baie-Saint-Paul

## Dépenses militaires

Contrairement à ce qu'affirme votre journaliste Michel Vastel, le Canada peut donner des leçons à l'URSS en ce qui a trait aux dépenses militaires.

Dans son article du 16 juillet 1991, M. Vastel, qui semble aussi sévère à l'endroit des dépenses militaires canadiennes qu'il n'est complaisant à l'endroit de celles de l'URSS, nous a uniquement entretenus de la croissance des dépenses militaires canadiennes (comme c'est scandaleux de moderniser nos rafiotés ou de changer nos camions militaires qui restent en panne sur l'autoroute Henri-IV), et de la diminution récente des dépenses militaires soviétiques.

Ce sont là des détails intéressants certes, mais mineurs et insignifiants par rapport au portrait d'ensemble qu'a totalement escamoté M. Vastel : les dépenses militaires canadiennes représentent entre 2,5 % et 3 % du produit national brut du Canada contre 15 % à 18 % selon différentes estimations en URSS.

Le Soviétique moyen, qui peut

« s'enorgueillir » des plus puissants sous-marins et porte-avions du monde mais qui fait deux pièces en état de délabrement total où s'entasse sa famille, ce soviétique donc, a sans doute une opinion bien différente des leçons que peut recevoir son gouvernement d'un pays occidental que celle qu'a écrite M. Vastel, confortablement assis dans son salon cosu.

Michel Tardif  
Neuchâtel

## Esclaves haïtiens

(Lettre à Mme Monique Landry, ministre des Relations extérieures et du Développement international)

Le 15 mars dernier, soit plus de 1 an après la demande initiale de rendez-vous, une délégation de membres du groupe Paramundo et de la Coalition pour l'abolition de l'esclavage en République dominicaine vous rencontrait à Montréal, d'abord pour vous informer de la situation invraisemblable des centaines de milliers de Haïtiens coupeurs de canne à sucre et pris au piège dans le système esclavagiste des bateyes de la République

dominicaine, et ensuite pour vous adresser 4 demandes visant à favoriser une amélioration de leurs conditions de travail et de vie.

Depuis ce jour, malgré l'intérêt que vous manifestiez à cette cause, il n'a pas été possible d'obtenir de suivi au dossier de la part de votre bureau. Pourtant, j'ai recontacté 14 fois votre adjoint exécutif, M. Paul-Émile Cloutier, présent à la rencontre de mars à Montréal et chargé du dossier, afin d'obtenir des suites aux demandes qui vous ont été adressées.

Depuis le 4 avril dernier, j'ai tenté sans succès à 10 reprises de lui parler par téléphone. Malgré autant de demandes de me rappeler, aucun suivi n'a été fait de sa part. Pourquoi ?

Est-ce la lourdeur bureaucratique qui paralyse à ce point nos échanges ? Est-ce la nature du dossier ? Est-ce le fait que nous ne sommes que de simples citoyens sans organisation de pression politique et sans moyens financiers ? Quelle que soit la raison, nous aimerions en être informés.

En attendant, plus de 500 000 Haïtiens continuent d'être traités comme des esclaves en République dominicaine.

Michel Gendreau, pour le Comité Paramundo, St-André, Kamouraska

## Compris, M. Arthur?

La saga du CRTC, le retrait de M. Arthur de l'émission « l'Informateur » dû à une baisse des cotes d'écoute et de son manque d'éthique, va peut-être le faire réfléchir. Il n'y a pas de fumée sans feu. Ce concept d'émission et ce type d'animateur sont primés et de plus en plus méprisés des auditeurs.

M. Arthur devra comprendre que le respect et la vie privée des individus sont plus importants que le « show » proprement dit. Aux grandes heures d'écoute, les Québécois sont en droit de s'attendre à des émissions d'information bien structurées, documentées et constructives à tout point de vue. M. Arthur, servez-vous de votre charisme à bon escient et n'oubliez pas que le respect est d'or dans une société civilisée comme la nôtre.

Claude Massicotte  
Québec

# L'ÉCONOMIE

## REFLETS DE L'ENTREPRISE

### Le Parc Safari ne ménage pas les efforts pour maintenir sa réputation

**HEMMINGFORD** — Vingt ans après sa création, le Parc Safari d'Hemmingford a acquis une réputation mondiale, tant pour la qualité de vie de ses animaux que pour sa progéniture qui se retrouve un peu partout à travers le monde, de la France à la Russie en passant par la Chine et le Japon.

par **VIANNEY DUCHESNE**  
LE SOLEIL

« Notre succès repose essentiellement sur la compétence d'une équipe qui a su mettre en valeur l'expertise apprise sur le terrain et qui a développé une approche éducative douce », de confier au SOLEIL M. Jean-Pierre Ranger, l'un des trois copropriétaires. Une équipe homogène qui croit en l'avenir du parc et lui demeure fidèle, même pour les jeunes qui y travaillent comme surnuméraires en été.

Les dirigeants du Parc Safari veulent que ce jardin zoologique inusité donne un sens et une intelligence au déferlement de plaisirs que tous les visiteurs y trouvent. « Ici, dit-il, l'école buissonnière prend tout son sens. » Car on y vient pour s'amuser, mais curiosité aidant, on apprend.

Le Parc Safari a été créé en 1972 par la compagnie américaine Hardwicke. Ses partenaires anglais, de la famille Chipperfield, maître européen du cirque ambulante et des parcs zoologiques, ont influencé l'aménagement de l'emplacement pour en faire un jardin de grande beauté. La compagnie a été vendue à des Québécois il y a six ans et M. Ranger collaborait avec eux depuis, avant de les rejoindre comme actionnaire cet été.

On y trouve actuellement plus de 900 animaux de 54 espèces sur 250 des 816 acres de la propriété. Ce cheptel dévore quelque 900 tonnes de nourriture par année et 20 000 balles de foin. Tous ces produits sont achetés au Québec et dans la mesure du possible auprès des agriculteurs de la région.

Les restaurants et casse-croûte du parc peuvent servir 12 000 personnes par jour. Les visiteurs ne se privent pas : ils y achètent 165 000 litres de boissons et 60 000 kg de nourriture, à part tout ce qu'ils apportent de la maison pour pique-niquer.

Dix-huit personnes travaillent au parc à longueur d'année tandis que 25 y trouvent de l'emploi pour environ six mois et 300 pour des périodes de quatre à six semaines durant l'été.

Les revenus annuels du parc atteignent 4,5 millions \$ dont 96 % sont consacrés aux dépenses ; 1,4 million \$ vont en salaires et 300 000 \$ en taxes d'amusement. En un an à peine, les frais de taxes auront passé de 10 à 26 % à cause de la TPS et de la nouvelle taxe provinciale, de déplorer M. Ranger. À ce rythme les consommateurs devront écopier.

La clientèle du zoo (80 000 autos et 700 autobus par année) vient principalement d'un rayon de 500 kilomètres : Saguenay-Beauce-New Hampshire-New York-Ontario. Jusqu'à maintenant, le nombre de visiteurs est en avance sur celui de l'an dernier. « Les chiffres nous font sourire », de déclarer M. Ranger.

#### Des projets

Les projets ne font pas défaut au Parc Safari. On améliore continuellement le cheptel, l'aménagement des lieux et la qualité des attractions. Ainsi, le jardin a reçu récemment deux marabouts ; les grands oiseaux échassiers d'Afrique sont en quarantaine au parc même (car il est aussi une station de mise en quarantaine) et ils pourront être admirés l'an prochain. Un seul autre zoo au Canada abrite de ces volatiles.

Mais Jean-Pierre Ranger a deux grands rêves : la concertation et la démocratisation des vacances.

Il souhaite une synergie entre tous les intervenants du milieu touristique et économique de la région pour mieux exploiter les marchés qui leur sont communs. « C'est une bataille que nous sommes en train de gagner, mais c'est long », déplore-t-il.

Ancien vice-président marketing de la carte de crédit EnRoute d'Air Canada, poste qu'il a volontairement quitté pour investir tout son temps dans le développement du parc, il prend à coeur l'avenir de sa nouvelle patrie, la Montérégie. Il veut qu'on y réalise des projets viables économiquement, donc capables de soutenir la concurrence d'ailleurs.

Les idées ne lui manquent pas, comme celle d'un concept de village-vacances rattaché au Parc Safari. Il parle alors de « notion démocratique des vacances ». Autant pour la famille

qui séjournerait sur les lieux que pour les voyages scolaires d'un jour.

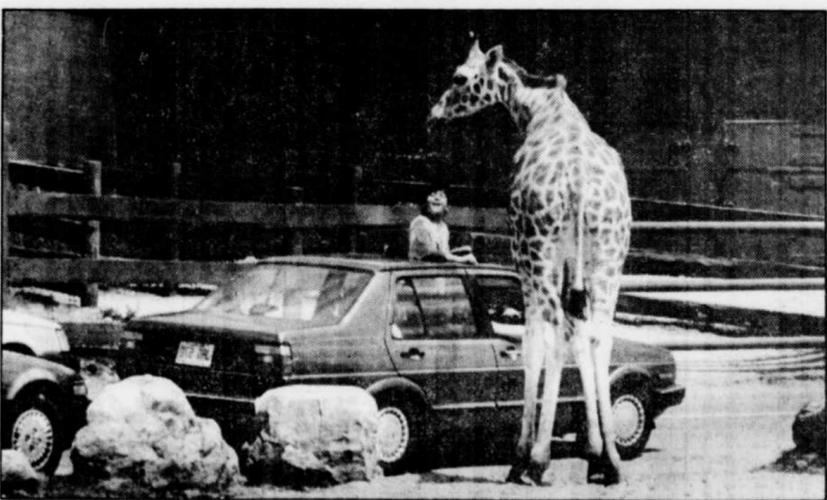
L'homme d'affaires songe à l'addition d'équipement de sports et de loisirs (golf et équitation, entre autres) et d'hébergement à prix raisonnable pour que les visiteurs demeurent sur place jusqu'à une semaine. À part Saint-Jean et Valleyfield, remarque-t-il, il n'y a pas de service d'hôtellerie en nombre dans la région.



« Allo ! vous autres ! Y a-t-il quelque chose à manger là-dedans ? » Le plus grand plaisir des visiteurs du Parc Safari, c'est ce contact sans danger avec plusieurs espèces de bovidés.



Au Parc Safari, les animaux en liberté vont tout naturellement vers les humains.



Une auto avec toit ouvrant, rien de plus pratique pour la girafe qui veut se rapprocher d'un visiteur.



Georges  
**ANGERS**

### La crédibilité de John Crow

Le gouverneur de la Banque du Canada, John Crow, est l'un de ces individus que l'on aime haïr.

Quand on juge que les taux d'intérêts sont trop élevés, c'est lui que l'on tient responsable. De même si c'est le dollar canadien que l'on estime trop fort. John Crow, semble-t-il, est condamné à toujours avoir tort.

C'est pourtant ce même John Crow qui nous a sorti du pétrin, la semaine dernière.

Face à des marchés financiers apparemment pris de panique à la suite des accusations de fraude et de corruption portées contre 16 personnes associées au pouvoir politique à Ottawa, le gouverneur de notre banque centrale a en effet sorti le grand jeu.

Grossièrement, son intervention peut se résumer ainsi : je ne vais pas laisser le dollar canadien perdre de sa valeur car cela anéantirait nos chances d'atteindre nos objectifs en matière d'inflation. Et pour vous le prouver, je suis prêt à aller à contre-courant et à laisser monter les taux d'intérêts.

C'est effectivement ce qu'a fait le gouverneur en début de semaine ; le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à échéance de trois mois est alors passé au-dessus de la barre des 9 % laissant ainsi présager une augmentation du taux d'escompte de la Banque du Canada.

Les marchés financiers ont alors vite compris que John Crow était on ne peut plus sérieux dans sa volonté de protéger le dollar canadien qui s'est alors mis à remonter la pente. Notre devise a d'ailleurs pratiquement regagné tout ce qu'elle avait perdu à la suite de l'affaire Kealey en repassant vendredi la barre des 87 cents par rapport au dollar américain.

Ce qui est tout à fait remarquable, c'est que cette remontée du dollar canadien s'est faite sans que les taux d'intérêts n'en soient affectés. En effet, le taux d'escompte de la Banque du Canada n'a pas fait le bond prévu jeudi ; il a même diminué d'un centième de point.

L'effet domino tant craint ne s'est ainsi pas produit. Une hausse du taux directeur de la banque centrale aurait vraisemblablement entraîné une augmentation générale du coût du crédit au Canada, ce qui aurait alors affecté négativement la reprise économique à peine amorcée.

Tout s'est joué sur la crédibilité de John Crow, sur sa volonté de garder le contrôle de la situation. Or en laissant remonter notre dollar sans aucune contre-partie sur le plan des taux d'intérêts, les marchés financiers ont en quelque sorte exprimé leur confiance au gouverneur de notre banque centrale. Ou bien n'ont-ils pas voulu se frotter à un John Crow apparemment disposé à utiliser les réserves de 17 milliards \$ de la Banque du Canada pour les contrer.

Le gouverneur de la banque centrale a ainsi joué un délicat coup de poker la semaine dernière et, fort heureusement, il a gagné. En fait, nous avons tous gagné puisque son intervention a permis de stabiliser la situation et nous a évité de subir une hausse des taux d'intérêts.

La rigueur — que certains n'hésitent pas à qualifier d'entêtement — de l'actuel gouverneur de la Banque du Canada en irrite plusieurs. C'est pourtant cette rigueur qui a permis à l'économie canadienne de traverser sans écorchure la dernière tempête politique.

Tout cela ne rendra probablement pas John Crow plus populaire. De toute façon, l'important pour un gouverneur de banque centrale n'est pas d'être populaire, mais d'être crédible.

Cette crédibilité est d'autant plus importante que le Canada risque fort de traverser plusieurs autres tempêtes politiques au cours des prochains mois.

### PORTEFEUILLE RÉA

Compagnie	Déduction	Prix à l'émission	Haut / Bas 52 dernières semaines	Cours actuel	C/B 12 derniers mois
<b>ÉMISSIONS 1989</b>					
ACSI-BIOREX (a,b)	100%	-	\$0.09	\$0.02	\$0.06
AUDREY (RESSOURCES)	100%	\$4.00	\$4.25	\$2.05	\$2.40
COSSCIENT (GROUPE)	75%	\$2.40	\$1.65	\$0.85	\$1.25
ROUYN (RESSOURCES)	100%	\$2.00	\$1.30	\$0.60	\$0.67
SAN FRANCISCO pr.	100%	\$7.25	\$8.25	\$5.13	\$8.13
UNITED WESTBURN	50%	\$13.75	\$9.50	\$5.25	\$7.63
<b>ÉMISSIONS 1988</b>					
AIR CANADA	50%	\$8.00	\$10.38	\$7.25	\$9.13
AUTOSTOCK (f)	75%	\$4.75	\$3.90	\$2.65	\$3.30
AVCORP (IND.) (c)	75%	\$4.00	\$0.56	\$0.23	\$0.43
BCE MOBILE	50%	\$10.00	\$28.88	\$14.75	\$25.00
CABANO EXPEDITEX (c)	75%	\$4.00	\$1.70	\$1.08	\$1.45
HEROUX	100%	\$9.00	\$4.90	\$3.05	\$4.30
SANI MOBILE A (c)	100%	\$2.00	\$3.70	\$2.20	\$2.99
TRUSTCO DESJARDINS(de)	50%	-	\$3.45	\$2.30	\$2.85

(a) échange d'actions en 1989 de 1,6 action de ACSI pour 1 action de ACSI-Biorex.  
 (b) échange d'actions en 1989 de 1 action de Biorex pour 1 action de ACSI-Biorex.  
 (c) émis en 1988, mais la déduction s'applique à l'année fiscale 1987.  
 (d) échange d'actions en 1988 de 1 action de Crédit industriel Desjardins pour 1 action de Trustco Desjardins.  
 (e) échange d'actions en 1988 de 1 action de Fiducie Desjardins pour 1 action de Trustco Desjardins.  
 (f) auparavant Groupe T.C.G. (Québec)  
 Ce tableau nous est fourni hebdomadairement par **TASSÉ & ASSOCIÉS, LIMITEE**

Ce tableau nous est fourni hebdomadairement par **Tassé le Pouvoir**  
 Les renseignements contenus dans ce tableau proviennent de sources que nous croyons dignes de foi, mais nous ne pouvons en garantir l'exactitude.

### LES MONNAIES ÉTRANGÈRES

	\$1 can.	\$1 US	1FF	1 yen	1 mark	1 livre	1 lire
<b>Canada</b>		1,17	0,2018	0,0086	0,683	1,9883	0,0009
<b>États-Unis</b>	0,86	↕	0,17	0,0074	0,59	1,70	0,0008
<b>France</b>	4,96	5,79	↕	0,0426	3,38	9,85	0,0046
<b>Japon</b>	116,39	135,88	23,49	↕	79,49	231,41	0,1074
<b>Allemagne</b>	1,46	1,71	0,30	0,0126	↕	2,91	0,0014
<b>G.-Bretagne</b>	0,50	0,59	0,10	0,0043	0,34	↕	0,0005
<b>Italie</b>	1083,42	1264,90	218,63	9,3088	739,98	2154,17	↕

Graphique, LE SOLEIL



Ce tableau permet de comparer la valeur relative des principales devises par rapport aux autres monnaies les plus utilisées dans le monde. La ligne supérieure indique la valeur du dollar US, du franc français, du yen japonais, du mark allemand, de la livre sterling et de la lire italienne en argent canadien. La seconde ligne indique la valeur de l'argent canadien, du franc français, du yen, du mark, de la livre et de la lire en argent US et ainsi de suite pour les lignes suivantes.

### Fonds gelés

OTTAWA (PC) — Selon M. D.O. Agyekum, haut-commissaire du Ghana à Ottawa, 17 pays ont demandé au ministère canadien des Affaires extérieures d'avoir accès aux fonds qui ont été gelés, le mois dernier, par la saisie de la Banque de crédit et de commerce internationale (BCCI-Canada). Parmi ces pays, outre le Ghana, se trouveraient l'Union soviétique, le Bangladesh, le Pakistan, le Yémen et le Liban. Un attaché de l'ambassade du Bangladesh a signalé que le chèque de loyer de l'ambassade a été retourné, parce qu'il était sans provisions, après la saisie du 5 juillet par le surintendant des institutions financières. Le diplomate a souligné qu'on a demandé l'immunité diplomatique pour les comptes de banque étrangers, mais qu'on leur a répondu que la couverture de l'assurance ne dépassait pas 60 000 \$ et qu'il n'y avait pas d'exception. M. Agyekum a signalé, de son côté, que le Ghana possédait plusieurs comptes à la Banque de crédit et de commerce, qui s'élevaient à plus de 60 000 \$, dont certains en argent américain non assurable. Huit pays, dont le Canada, les États-Unis et la Grande-Bretagne, ont bloqué les fonds de la Banque de crédit et de commerce, sous prétexte de fraude et de blanchiment d'argent. La Banque de crédit et de commerce est établie dans 69 pays et possède un actif de 20 milliards \$ US.

LES OCCASIONS D'AFFAIRES

Les Occasions d'affaires suivantes sont tirées du réseau d'annonces classées informatique créé par l'Association des centres mondiaux de commerce, dont le Centre mondial de commerce Québec-Beauport inc. est l'une des 230 franchises.

OFFRE D'ACHAT (ÉTATS-UNIS)

Besoin immédiat de systèmes de purification d'eau destinés au marché du Moyen-Orient et de l'Europe de l'Est. Ces systèmes serviront aussi bien pour des maisons privées que pour des hôpitaux et des hôtels.

OFFRE D'ACHAT (CANADA) Un grossiste canadien cherche des produits suivants : articles et vêtements pour bébé pour vendre dans les magasins de détails et dans les marchés aux puces. De plus, ces derniers sont à la recherche d'un fournisseur d'équipements d'exercices physiques destinés au public pour maison privée.

OFFRE D'ACHAT (CORÉE) Un grossiste importateur de Corée cherche fournisseurs d'équipements de ski (skis, bottes, attaches, vêtements) à des prix compétitifs.

OFFRE D'ACHAT (TAÏWAN) Ce distributeur cherche des appareils pour la cuisine, particulièrement des cuisinières électriques et au gaz.

OFFRE D'ACHAT (ÉTATS-UNIS) Sommes à la recherche de fournisseurs de feuilles ou de plaques électrolytiques en étain pour l'industrie de la conserverie en Égypte.

OFFRE D'ACHAT (LONDRES) Besoin urgent d'appareils téléphoniques pour le marché de l'URSS et ce en quantité de conteneur. Appareils de type régulier ou avec mémoire.

OFFRE DE VENTE (ÉTATS-UNIS) Une variété intéressante de figurines en porcelaine en provenance d'Alaska est offerte pour distribution.

OFFRE DE VENTE (ÉTATS-UNIS) Important manufacturier cherche des distributeurs pour matériel de vérification de pompes à haute pression. Matériel qui vérifie aussi bien des lignes de distribution d'eau ou d'huile que des boyaux à incendie de différentes fabrications.

OFFRE DE VENTE (ÉTATS-UNIS) Ce distributeur de pièces de rechange pour de gros équipements hors route fabriqués aux États-Unis offre une variété importante de pièces : différentiels, transmissions, attaches, et autres.

OFFRE DE VENTE (ÉTATS-UNIS) Nous offrons des tapis de fibre de verre préfabriqués pour revêtement de route portable ou réparation de l'armée développée et utilisé par l'armée américaine.

OFFRE DE VENTE (AUTRICHE) Une entreprise offre des quantités importantes de différentes catégories de papiers d'emballage à des prix compétitifs. Préfère des contrats de long terme. Cherche partenaire entre autres au Canada.

OFFRE DE VENTE (TAÏWAN) Ce manufacturier offre des équipements pour la cuisine de type commercial tels que : mélangeurs, hachoirs à viande, presse-à jus de citron, etc.

OFFRE DE VENTE (ALLEMAGNE) Ce manufacturier de produits artistiques du verre cherche un distributeur pour ses produits faits à



L'ASSOCIATION DU CENTRE MONDIAL DU COMMERCE QUÉBEC-BEAUPORT INC.

la main, et totalement de verre soufflé (animaux de verre, décorations d'arbre de Noël et autres).

OFFRE DE VENTE (TAÏWAN) Un spécialiste dans la fabrication d'acier inoxydable peut produire selon vos exigences des pièces pour camions, automobiles, valves, pour la réfrigération, etc.

DIVERS (CHINE) Ce producteur de fer et d'acier cherche des distributeurs au Canada pour représenter ses produits (billes, angles, câbles, barres...).

Les entreprises intéressées à obtenir plus d'information sur ces occasions d'affaires doivent s'adresser au Centre mondial du commerce Québec-Beauport inc., au numéro de téléphone 666-6136.

Les travaux vont bien à la SEBJ

Malgré quelques ennuis, la Société d'énergie de la baie James (SEBJ) garde le rythme et n'affiche aucun retard dans les quatre grands chantiers actuellement en activité sur le territoire de la baie James.

par PIERRE ASSELIN LE SOLEIL

La filiale d'Hydro-Québec, responsable des travaux de construction pour cette région du nord québécois, vient de publier son rapport d'activité pour l'année 1990. Au cours de cette période, le nombre d'heures travaillées a doublé, totalisant près de huit millions, un rythme qui devrait se maintenir cette année comme l'an prochain, indique-t-on à la Société.

n'ont pratiquement subi aucune modification, souligne le rapport, si ce n'est un dévancement pour l'entrée en production des premières turbines de Laforge 1, qui aura lieu à l'automne 1993 plutôt qu'à l'hiver de 1994.

Depuis le début des travaux sur ces chantiers (LG-1, LG-2-A, Laforge 1 et Brisy), la SEBJ a dépensé 2 milliards \$, dont 1,4 milliard \$ en 1990, sur les 6,8 milliards \$ prévus pour l'ensemble des projets, qui devront être complétés au plus tard en 1994.

accordés par la SEBJ visent la fourniture et l'installation d'une vingtaine de groupes turbines-alternateurs (533 millions \$) et des travaux de bétonnage (430 millions \$).

Une première turbine devrait d'ailleurs entrer en production dès cet automne, à la centrale LG-2-A. Ce chantier est complété à 75 %, alors que sur les autres, il y a de 25 à 40 % des travaux de terminés.

Les régions de Québec et de Montréal se sont partagé près de 90 % des contrats et de la main-d'œuvre. Par ailleurs, si l'Abitibi a obtenu moins de 1 % des contrats, elle a fourni 394 travailleurs (7 % du total) et s'est occupés près du tiers des achats de la SEBJ, soit 11 millions \$ sur 37 millions \$.

La majeure partie des contrats

LA REVUE BOURSIÈRE DE LA SEMAINE

VANCOUVER

Table of stock market data for Vancouver, including columns for stock names, prices, and changes.

ÉTATS-UNIS

Table of stock market data for the United States, including columns for stock names, prices, and changes.

ÉTATS-UNIS

Table of stock market data for the United States, including columns for stock names, prices, and changes.

ÉTATS-UNIS

Table of stock market data for the United States, including columns for stock names, prices, and changes.

LES SOCIÉTÉS DE LA RÉGION

Table of regional company data with columns: Titres, Ventes, Haut Bas, Ferm., Chang., 52 Sem., Haut Bas.

Note: La valeur des titres est exprimée en cents sauf lorsque précède d'un \$ et A et B = Différentiel des classes d'actions ordinaires; F = Actions ordinaires non votantes; O = Actions assujetties à des règlements; Pr = Privilegiées; Ri = Actions privilégiées, dernier dividende pas encore versé; V = Dividende variable; Z = Lot brisé; W = Bon de souscription (warrant).

Large table of stock market data for various companies, including columns for stock names, prices, and changes.